

« La gauche s'est assoupie dans la lutte contre le racisme, il est temps de réagir »

25 juin 2020 / [Entretien avec Priscilla Zamord](#)



La liste d'alliance entre les socialistes et les écologistes part favorite à Rennes. Cinquième de cette liste commune, Priscilla Zamord — une femme racisée, queer et issue des quartiers populaires — détaille son approche de l'écologie : une écologie politique, « qui inclut la justice sociale, la question environnementale et la place des

citoyens, leur participation active ».

Priscilla Zamord était la numéro 2 de la liste écologiste au premier tour des municipales de Rennes. Sa liste a remporté 25,37 % des suffrages exprimés, derrière la maire socialiste sortante à 32,78 %, une progression de dix points par rapport aux élections de 2014. Dans l'entre-deux tours, Europe Écologie — Les Verts et le Parti socialiste ont fait alliance : Priscilla Zamord est ainsi passée de la deuxième à la cinquième place sur cette liste commune qui part favorite.

Reporterre — C'est la première fois que vous êtes candidate à une élection, pourquoi avoir pris cette décision ?

Priscilla Zamord — J'en avais marre de râler, je voulais passer à une autre étape, à un réenchantement des politiques publiques. En réalité je suis dans la politique depuis très longtemps à travers mes engagements associatifs, militants ou dans les emplois que j'ai occupés. Avec un père martiniquais, [le scandale d'État du chlordécone aux Antilles \[1\]](#) a marqué un tournant pour moi. En tant que femme, métisse, queer [2], issue des quartiers populaires, j'ai travaillé la question de l'écologie politique, celle qui inclut la justice sociale, la question environnementale et la place des citoyens, leur participation active. Mais j'ai mis du temps avant d'avoir cette approche globale.



J'ai travaillé la question de l'écologie politique, celle qui inclut la justice sociale, la question environnementale et la place des citoyens, leur participation active.

Au début, comme beaucoup, j'ai pris l'écologie comme une question environnementale, en oubliant le quotidien des habitants. C'est pour cela que je parle d'écologie politique, pour montrer que c'est un enjeu global qui touche à tous les aspects de la vie, de la santé au pouvoir d'achat en passant par les transports et l'alimentation.

Mon travail dans l'économie sociale et solidaire m'a amenée à voyager à Bruxelles, en Martinique ou en Angleterre mais je suis toujours revenue à Rennes. Je suis énormément attachée à cette ville créative qui compte beaucoup d'associations et de collectifs militants, à cette ville, aussi, ancrée à gauche depuis 42 ans.

Votre liste a obtenu 25 % des suffrages au premier tour, contre 15 % lors des élections précédentes. Une progression propre à Rennes ?

On observe une vague verte partout en France, c'est indéniable. Changement climatique, chute de la biodiversité, pandémie, relocalisation des emplois et mobilisation de la jeunesse... Tout converge vers la nécessité immédiate d'une transition écologique.

À Rennes, cette tendance est nette. Les écologistes faisant déjà partie de la majorité lors du précédent mandat. Le résultat du premier tour est clair : les Rennais veulent garder leur maire, Nathalie Appéré [encartée au PS, elle a obtenu 32 % des voix au premier tour], et s'assurer d'une présence forte des écologistes [25 % des voix au premier tour]. Cela signifie réaliser une grande union de la gauche et poursuivre ce que nous avons commencé lors de la précédente mandature.

De fait, votre liste pour ce second tour réunit PS, EELV, PCF, Union démocratique bretonne, Nouvelle donne, Place publique, Génération.s et le Parti radical de gauche. Mais pas La France insoumise. Pourquoi ?

Si l'alliance n'a pas eu lieu, à Rennes, c'est à cause d'une série de rendez-vous manqués. Pourtant, malgré certains désaccords, nous avons des valeurs communes avec La France insoumise. Ce sont des questions relationnelles et de cuisine politique dont j'essaye de me tenir éloignée.

La candidate LREM vous a récemment attaquée à propos du soutien d'EELV à une manifestation interdite contre le racisme et les violences policières. Elle vous accuse de faire le jeu du communautarisme, de dire qu'un racisme d'État existe et de vous présenter pour représenter les personnes racisées. Qu'en pensez-vous ?

Ces propos relèvent de la rhétorique de l'extrême droite. Ils sont outranciers. D'autant plus qu'elle a par la suite **utilisé Aimé Césaire dans le débat de l'entre-deux tours**. De manière générale, lorsqu'une personne subissant des discriminations s'exprime — qu'elle soit femme, racisée, issue de quartiers populaires, ayant un handicap... — on lui dit souvent qu'elle exagère ou qu'elle représente une menace.

Au-delà de ces propos, ce que nous souhaitons, c'est un débat apaisé. Si nous sommes élus, nous lancerons dès le début du mandat des états généraux de l'égalité et un observatoire sur les luttes contre les discriminations. Il est important de mesurer ce qu'il se passe pour être au plus près de la réalité et couper court aux idées reçues. Accuser ceux qui décrivent un état de faits ne sert à rien, il faut déconstruire les ressorts des discriminations. La puissance publique a la

capacité d'agir sur ces enjeux.



Lorsqu'une personne subissant des discriminations s'exprime, on lui dit souvent qu'elle exagère.

La gauche s'est-elle suffisamment engagée dans la lutte contre le racisme ?

La gauche, les écologistes inclus, ont un *mea culpa* à faire. Qu'a fait la gauche depuis Touche pas à mon pote [dans les années 80] ? Elle s'est assoupie. Il est temps de réagir. À Rennes, lors de la **manifestation contre le racisme et les violences policières** [le 6 juin], il y avait beaucoup de jeunes racisés qui venaient des quartiers populaires. Ils ont osé venir manifester dans le centre-ville — cette jeunesse est loin d'être dépolitisée, la preuve avec les mobilisations contre le climat. Il y avait aussi des Gilets jaunes. On constate qu'il y a de plus en plus de nouveaux visages dans les manifestations. Il faut se laisser du temps pour se mettre en relation et coconstruire, mais je suis très optimiste là-dessus. Et c'est d'autant plus positif que c'est l'occasion de porter une écologie ouverte à tous à la croisée des enjeux économiques, sociaux, démocratiques et environnementaux.

La crise que nous traversons exacerbe les inégalités. En quoi a-t-elle fait évoluer votre programme ?

En réalité, cela n'a pas changé grand-chose car nos programmes respectifs sont déjà conçus pour répondre à l'urgence sociale et environnementale. Bien sûr, nous mettons encore plus l'accent sur la santé en proposant des centres de santé dans tous les quartiers, le développement des maisons de retraite à domicile et d'équipes de santé mobiles.

La crise a permis un gros coup d'accélérateur sur le plan vélo avec la création de pistes cyclables et la piétonisation des quais Nord [un des axes majeurs qui traverse le centre de Rennes]. À la bonne heure ! Nous avons dans **notre programme** la mise en place d'un revenu minimum garanti, un besoin encore plus criant aujourd'hui. Raison de plus pour le tester. Idem avec une expérimentation territoire zéro chômeur.

Ce ne sont que quelques exemples, mais ces éléments — déjà présents dans notre programme initial — répondent aux enjeux que la crise a fait ressortir.

Dans votre approche de l'écologie, la dimension démocratique, la place des citoyens, tient une grande place.

Tout à fait. Pourquoi les gens ne s'engagent pas ? Parce que les élus paraissent déconnectés, inaccessibles et manquent de transparence. Mais aussi parce qu'on a l'impression de ne pas avoir de contrôle sur sa ville. En nous inscrivant dans une démarche horizontale, nous souhaitons mettre en place des jurys citoyens sur les grands projets de la ville et des referendums locaux ouverts à tous, dont les personnes étrangères. Nous voulons faire de la place aux idées, à la créativité.



Pourquoi les gens ne s'engagent pas ? Parce que les élus paraissent déconnectés, inaccessibles et manquent de transparence.

Raison pour laquelle vous souhaitez ouvrir des financements pour pousser la créativité des porteurs de projets.

Il y a ici une solidarité à la rennaise. Par exemple, pendant le confinement, seize associations et collectifs ont créé un village alimentaire dans un gymnase fourni par la Ville, qui sera ouvert jusqu'à la fin août. Plus de 200 bénévoles sont impliqués et bien souvent, ce sont des visages nouveaux, qui ne sont pas connus dans les réseaux militants. Il faut faire confiance à toutes ces personnes, à ces forces vives et leur permettre de mener à bien leurs projets.

Nous voulons soutenir les gens qui veulent essayer, expérimenter. Nous souhaitons donc créer un fonds hybride pour les projets qui ne rentrent pas dans les cases, un fonds sous conditions. Ces projets doivent avoir un impact positif dans la lutte contre les discriminations et contre le changement climatique. Concrètement, aux colonnes recettes et dépenses d'un budget s'ajoutent une colonne « *impact carbone* » et une autre « *impact égalité* ». C'est cet ensemble qui sera regardé pour valider et financer — ou non — un projet. Et c'est pour cette raison que nous avons obtenu l'abandon du projet d'un Zénith, considérant que ce n'était pas une priorité.

Sur un mandat de six ans, on peut faire plein de choses. À Rennes, **les écologistes ont fait un des meilleurs scores au premier tour des municipales**. Il faut se lancer. C'est maintenant ou jamais.

- *Propos recueillis par Julie Lallouët-Geffroy*

[1] Utilisé massivement pendant plus de vingt ans – entre 1972 et 1993 – dans les bananeraies des Antilles françaises, cet insecticide utilisé pour lutter contre un coléoptère ravageur a contaminé les sols, les eaux douces et côtières et la chaîne alimentaire pour des décennies voire des siècles. La dégradation de ce pesticide organochloré et de ses sous-produits pourrait prendre jusqu'à 700 ans. Fin 2019, le rapport de la commission d'enquête parlementaire constituée pour faire la lumière sur ce désastre a **mis en avant la responsabilité de l'État**.

[2] Les personnes queer font partie de la communauté LGBT, lesbienne, gay bi ou trans.

Lire aussi : [Municipales : dans les quartiers, une «écologie populaire» est possible](#)

Source : Julie Lallouët-Geffroy pour *Reporterre*

Photos : © Emmanuel Brossier/*Reporterre*

- Emplacement : Accueil > Entretien >
- Adresse de cet article : <https://reporterre.net/La-gauche-s-est-assoupie-dans-la-lutte-contre-le-racisme-il-est-temps-de-reagir>